

## C'ÉTAIT IL Y A DIX ANS

# I - La guerre comme suite logique de la mondialisation

**Cet article a été publié, ici même, le 23 mars 2006. Dix ans après, qu'est-ce qui a changé ? L'impérialisme, qui ne pouvait tromper personne sauf les niais biberonnés aux sucres des mass media occidentaux, a refait ce qu'il a l'habitude de si bien faire lorsque son fils légitime (le capitalisme) est en panne très grave : la guerre, les guerres et même une déflagration mondiale, s'il le faut ! En 2006, on était aux balbutiements de cet étrange monde de la démesure et de l'immoralité portée à son summum... Lisez ou relisez...**

Cette planète «mondialisée» de force n'est-elle pas en train de glisser lentement mais sûrement vers une dictature planétaire dirigée par les forces de l'argent ? Les régimes politiques, qu'ils soient à la tête des grandes nations occidentales ou des petits pays du tiers-monde, ont-ils encore un pouvoir réel, une quelconque décision sur le cours des événements ? Ce qui se passe dans nos pays et à travers le monde nous pousse parfois à penser qu'il est trop tard.

Mais, c'est ignorer que l'Histoire ne va pas toujours dans le sens que veulent lui imprimer les forces dominantes et les classes possédantes. Les peuples, qui peuvent sembler parfois résignés et abattus, ont des ressources inimaginables qui leur permettent de rebondir pour corriger ces errements et remettre l'Histoire sur les bons rails. Les gouvernements ont-ils encore un minimum de pouvoir ? Des institutions transnationales, à caractère financier ou économique, contrôlent tout. On peut citer, pour l'exemple, la Commission européenne de Bruxelles ou le FMI. Ou encore la Banque mondiale et l'OMC. Ces superstructures qui imposent leurs volontés aux pouvoirs locaux sont un instrument aux mains des multinationales, groupes financiers occultes qui contrôlent toute la production des biens à travers la planète et disposent de la quasi-totalité des richesses. Mais, pour donner

l'illusion que les systèmes nationaux maîtrisent toujours la situation, une manipulation généralisée fait croire que la démocratie continue de fonctionner à travers des parlements constitués toujours des mêmes partis — ceux des systèmes — et une vie démocratique superficielle, limitée aux joutes politiciennes sanctionnées par des votes bidon qui opposent toujours des candidats issus des mêmes milieux et dont la différence idéologique n'est guère visible. En Europe, la gauche et la droite se ressemblent au point où, parfois, c'est la gauche qui mène une politique de droite et inversement.

En fait, à des moments précis du développement de l'ultralibéralisme, il fallait accélérer certaines privatisations et les «socialistes», au pouvoir à cette période-là, n'avaient pas d'autre alternative que de mener à bien ces fameuses réformes. Par contre, dans des phases marquées par le mécontentement général et le réveil de la conscience populaire, ce sont les partis de droite qui ont dû reculer et voter des budgets pour l'école, la santé et la protection sociale. Les Etats n'ont plus aucune marge de manœuvre puisque ce sont les institutions supranationales qui imposent les politiques à mener à travers des accords scrupuleusement contrôlés.

Ces accords et autres traités sont un moyen efficace aux mains des multinationales pour imposer leur diktat et étouffer toute velléité de résistance de la part des Etats nationaux. Pour protéger ses agriculteurs, la France doit avoir l'aval de Bruxelles et, pour gérer sa petite industrie nucléaire, l'Algérie doit exécuter les ordres de l'Agence internationale de l'énergie atomique. On peut multiplier les exemples à l'infini. Quant à la «démocratie», ou ce qui en reste, c'est juste une illusion. En fait, il s'agit partout d'une démocratie de façade, à des degrés divers selon les pays.

Aux Etats-Unis, seule une petite minorité de riches peut se présenter aux élections, les autres n'ont aucun

droit de participer à la vie démocratique. Ce sont juste des bulletins de vote que l'on exhibe de temps à autre devant les caméras pour entretenir l'illusion. A l'opposé, et pour prendre l'exemple de notre pays, il n'y a plus de véritable opposition. Pour changer, le parti unique s'est offert trois vitrines, juste pour donner l'illusion. En fait, nous sommes dans une situation pire que celle que nous connaissions avant : le FLN avait une politique claire, cohérente et identifiée idéologiquement. Aujourd'hui, tout ce que l'on sait, c'est que les trois partis «uniques», désidéologisés, appuient sans réserve le «programme présidentiel». Ce dernier apparaît comme un immense chantier de mise à niveau du pays pour le rendre accessible aux grands investissements capitalistes étrangers. Quant au vote algérien, il n'est pas différent de tous les autres : les candidats du système l'emportent toujours et il n'est plus question de jouer avec le feu. On gère comme on peut l'islamisme et ceux que l'on désigne par le vocable «démocrates» et qui sont de plus en plus absents de la scène politique — à leur décharge, ils sont superbement ignorés par les médias lourds — ont un parcours singulier : parfois, ils sont partie prenante du système et, d'autrefois, ils se situent en dehors du cercle. A plusieurs reprises, ils ont fait le jeu du système, comme en témoigne la dernière giga-manipulation du 8 avril 2004.

En fait, la décision n'appartient ni aux Parlements, ni aux Sénats. Ce sont juste des instruments dont le rôle est de donner un semblant de légitimité aux orientations générales qui sont en train de changer de fond en comble les politiques de nos pays.

Les nouveaux centres détenteurs des pouvoirs locaux, qui sont en relation étroite avec les véritables maîtres du jeu, mènent des politiques d'abandon de la souveraineté économique, en vendant les usines et tout le patrimoine économique, fruit d'efforts et du sacrifice des collectivités nationales, aux plus



Par Maâmar Farah  
farahmadaure@gmail.com

offrants. Les travailleurs sont renvoyés ou obligés de se plier aux exigences des capitalistes nationaux et des investisseurs étrangers qui ne sont que la partie visible des grands groupes multinationaux. Les règles du jeu sont claires : il faut limiter les salaires de nos travailleurs pour faire pression sur les classes ouvrières de l'Occident, plus offensives dans la revendication — menaces de délocalisation — il faut également réduire le rôle du syndicat et donner de larges prérogatives aux patrons qui peuvent payer comme ils veulent les ouvriers, ne pas les déclarer, ne pas respecter les règles d'hygiène et la législation du travail.

C'est le retour de l'esclavagisme. Du temps de l'impérialisme historique, les grandes compagnies capitalistes utilisaient les armées et les administrations de leurs pays pour spolier nos terres, exploiter notre main-d'œuvre et piller nos richesses.

La mondialisation leur offre tout cela et à moindre prix : les pouvoirs locaux sont chargés de ce travail. Mais, pour cacher cette réalité, on les entendra parler de réformes nécessaires imposées par la mondialisation, d'incitation à l'effort individuel, d'encouragement de la consommation, de corrections à apporter aux systèmes bureaucratiques et tant d'autres slogans enco-

M. F.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam



## C'est ça ou ça ! Le mix est impossible !

Algérie ! Santé. La cigarette tue 15 000 personnes par an. Une statistique officielle qui ne prend pas en compte tous ceux qui meurent au...

... volant, une cigarette au bec !

En vérité, au-delà de la nécessité ou pas de recourir à l'emprunt obligataire, au-delà de la solidité ou pas de l'argument plaidant pour un endettement extérieur, au-delà de toutes ces questions certes capitales, importantes, le successeur de Abdelaziz Bouteflika, qui sera peut-être Bouteflika Abdelaziz - là n'est même plus le problème - cet homme, donc, ou cette femme, devra répondre à une question. Pas deux, pas trois, pas mille questions, mais une seule : voudra-t-il impulser la construction d'une Algérie portée par la ministre Benghebrit ou par le député islamiste Aribi ? Ce n'est pas aussi caricatural que vous ne pourriez le penser. Au-delà des petites magouilles, du gré à gré au gré des vents dominants, celui qui occupera le fauteuil, roulant ou fixe, d'El-Mouradia, s'il est réellement mu par le souci de sauver l'Algérie, est condamné à apporter une réponse claire, succincte et sans fioriture ni barbouillages à cette question-là : Benghebrit ou Aribi ? Avec à la clé, un

postulat : pas de métissage possible, sous le fallacieux prétexte que l'Algérie est musulmane, qu'elle se doit d'être aussi ancrée dans ce terroir religieux. Que je sache, la loi algérienne n'oblige pas (encore) à porter son Coran accroché autour du cou et à se draper la taille avec son tapis de prière. Et donc, restons sur l'essentiel constructeur d'une nation : Benghebrit ou Aribi ? Soufiane Djillali ou Djaballah ? Une Algérie où les enfants, à la fin du dernier trimestre de l'année, ne déchirent plus leurs cahiers et livres en guise de «délivrance», à la sortie de leurs établissements, comme dans un rite barbare. Ou alors, une Algérie où, entre voisins, c'est à qui déguisera et grimera le mieux ses mioches le vendredi pour les afficher, dès 5 ans, à la Mosquée-Djihad du quartier ? Le prochain locataire d'El-Mouradia, même s'il ressemblera furieusement à l'actuel, en se positionnant clairement, en disant juste ceci : «c'est cette Algérie-là que je veux bâtir» aura fait avancer le pays. Dans un sens. Ou dans un autre. Mais son mérite, quelle que soit la direction, sera d'en finir avec l'actuel métissage mortel, le flou cancérigène. Ce jour-là, promis, j'arrêterai de fumer du thé, car n'ayant plus de motif sérieux de rester éveillé à un cauchemar éradiqué.

H. L.